



## Action parlementaire en vue d'améliorer la nutrition

**Une nutrition adéquate constitue la base de la santé et du développement et représente un des meilleurs investissements à réaliser pour améliorer le potentiel économique des familles, des communautés et des nations.**

Tous les pays sont confrontés à une ou plusieurs formes de malnutrition, à savoir la sous-nutrition et la carence en micronutriments, mais aussi le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire. Selon les estimations, la malnutrition touche à l'heure actuelle pas moins d'une personne sur trois à travers le monde. Plus de 2 milliards de personnes sont concernées par le surpoids ou l'obésité et, malgré les progrès accomplis, 149 millions d'enfants souffrent de malnutrition chronique ou d'un retard de croissance<sup>1</sup>. Après une décennie de déclin, la faim, exacerbée par les conflits et le changement climatique, gagne à nouveau du terrain. La sous-nutrition est liée à près de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans et entrave le développement physique et cognitif des filles et des garçons<sup>2</sup>. Dans le même temps, un décès sur cinq dans le monde est dû à un mauvais régime alimentaire. D'après les estimations, l'obésité serait à elle seule responsable de 4 millions de décès chaque année<sup>3</sup>. L'impact de la malnutrition sur l'économie mondiale pourrait atteindre jusqu'à 3500 milliards de dollars américains par an, résultant en grande partie des dépenses en matière de santé et de la perte de productivité économique<sup>4</sup>.

**L'amélioration de la nutrition est indispensable à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. La nutrition est un investissement clé permettant de renforcer le capital humain et garantir que les générations de citoyens actuelles et à venir survivent, prospèrent et contribuent au développement de leurs communautés et de leurs nations.**

**Un engagement politique, une approche coordonnée et des investissements accrus sont nécessaires pour éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes.** Plusieurs parties prenantes et secteurs, dont la santé,

l'agriculture, l'éducation, l'autonomisation des femmes, l'eau et l'assainissement, le commerce, la protection sociale ainsi que la gestion des ressources naturelles, doivent se réunir autour d'un plan multisectoriel d'action et de résultats communs. L'amélioration de la nutrition pour tous, partout, doit passer par des changements systémiques dans de multiples secteurs. Les systèmes alimentaires doivent être transformés pour fournir des aliments nutritifs à tous, tout en garantissant une durabilité environnementale d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire. Les services de nutrition essentiels doivent être accessibles à tous dans le cadre d'une couverture santé universelle. Il est primordial de s'attaquer aux causes socio-économiques à l'origine de la malnutrition et d'accorder la priorité aux besoins des plus démunis et des plus marginalisés.

**De par leurs mandats législatif, budgétaire et de supervision, les parlements jouent un rôle clé pour veiller à ce que la nutrition reste une priorité politique dans chaque pays et à ce que des lois, des politiques et des plans adéquats soient adoptés, promulgués, financés et appliqués pour lutter contre la malnutrition.**



1 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2019. « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 »

2 Initiatives de développement, 2018. « Rapport sur la nutrition mondiale : Sensibiliser pour stimuler l'action en matière de nutrition »

3 The Lancet 2019 ; « Health effects of dietary risks in 196 countries » (Les effets sur la santé des risques alimentaires dans 195 pays), 1990-2017

4 Initiatives de développement, 2018. « Rapport sur la nutrition mondiale : Sensibiliser pour stimuler l'action en matière de nutrition »



### Voici ce que vous pouvez faire, en tant que parlementaires, pour améliorer la nutrition :

- Encourager le gouvernement à adopter et/ou à renforcer **une approche multisectorielle en matière de nutrition** en garantissant l'intégration d'objectifs nutritionnels au sein des secteurs concernés et la participation de ces derniers à l'élaboration d'un plan de nutrition multisectoriel chiffré ;
- Veiller à l'allocation d'un **budget** adéquat afin d'atteindre les cibles nationales de nutrition et/ou augmenter le budget alloué à la nutrition au niveau de l'aide publique au développement (APD) et vérifier que ces fonds sont déboursés aux ministères, services et autres parties prenantes concernés ;
- Promouvoir et mettre en œuvre des **mesures politiques, législatives et réglementaires** en vue de lutter contre la malnutrition ;
- Encourager votre gouvernement à prendre d'ambitieux engagements politiques et financiers lors du [Sommet 2020 de la Nutrition pour la croissance de Tokyo](#) et exploiter les mandats de supervision des parlementaires afin de demander des comptes aux gouvernements quant au respect de leurs engagements.

### Exemples concrets d'action parlementaire :

**1. Planifier un débat parlementaire ayant trait à la nutrition** afin de placer et de maintenir la nutrition en tête des priorités politiques et encourager une participation active de l'ensemble des parties prenantes des secteurs concernés. Idéalement, le débat devrait être animé par le président du Parlement et devrait réunir des acteurs de la nutrition aux niveaux national et décentralisé, issus notamment de comités parlementaires, des ministères gouvernementaux concernés, de la société civile, du milieu universitaire et des Nations Unies.

*Le débat pourrait porter sur les thèmes suivants :*

- examen des causes et des conséquences de la malnutrition ainsi que des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la lutte contre ce fléau, sur la base des données nationales concernant la nutrition ;
- étude des politiques alimentaires et de nutrition ainsi que des plans de coopération au développement afin de déterminer s'ils sont adaptés aux objectifs,

suffisamment financés et mis en œuvre et coordonnés en adéquation avec d'autres politiques majeures ;

- évaluation de l'harmonisation des plans nationaux avec les engagements pris en matière de nutrition, notamment les [Objectifs de développement durable](#) et les [Cibles mondiales de nutrition de l'Organisation mondiale de la Santé](#) ;
- discussions au sujet de la suffisance du budget alloué à la nutrition et aux systèmes alimentaires durables telles les dépenses nationales et extérieures ainsi que de la part d'APD consacrée à la nutrition pour atteindre les cibles de nutrition nationales et internationales ;
- identification des domaines prioritaires nécessitant des mesures additionnelles afin d'améliorer la nutrition.

**2. Garantir des investissements suffisants en matière de nutrition.** Durant tout le cycle budgétaire, les parlementaires peuvent participer en continuant de veiller à ce que le budget alloué et consacré à la nutrition soit optimal.

*Les mesures clés à différents stades du cycle budgétaire peuvent inclure :*

- **Planification** : Collaborer avec les parties prenantes de la nutrition issues de ministères gouvernementaux, de la société civile, du milieu universitaire, des Nations Unies et de réseaux de donateurs afin d'estimer le montant requis pour atteindre les cibles de nutrition dans le cadre des plans nationaux de nutrition et/ou de la coopération publique au développement. Réaliser un suivi budgétaire pour analyser les montants alloués à la nutrition au sein des ministères.
- **Négociation et approbation** : Recourir à une estimation des coûts et à des informations de suivi budgétaire pour plaider en faveur d'un financement adéquat de la nutrition. S'assurer que le budget approuvé par le parlement soit suffisant pour atteindre les objectifs nationaux en matière de nutrition. Le cas échéant, encourager une augmentation de la part d'APD affectée aux programmes de nutrition, conformément aux engagements mondiaux.
- **Mise en œuvre et examen** : Collaborer avec les parties prenantes de la nutrition pour contrôler les dépenses réelles liées à la nutrition. Si les dépenses ont été inférieures à l'enveloppe budgétaire, réaliser un audit pour identifier les goulots d'étranglement.





### 3. Faire de l'amélioration de la nutrition des populations une priorité transversale au sein du parlement.

- Veiller à ce que la nutrition soit placée au cœur du plan de développement national et faire de celle-ci une priorité du manifeste politique de votre parti en amont des prochaines élections locales, régionales ou nationales.
- Garder le contact avec les parties prenantes de la nutrition (issues par exemple du gouvernement, du milieu universitaire, de la société civile ou des Nations Unies) afin d'échanger des informations, de coordonner des actions et de bénéficier d'une assistance.
- Souligner les conséquences de la nutrition sur la santé, sur le développement cognitif et sur la productivité des personnes dans le cadre de débats parlementaires et du travail des comités concernés.
- Engager un dialogue avec votre circonscription au sujet de la nutrition en mettant en lumière, auprès des médias et lors de réunions de circonscription en personne, la situation nutritionnelle locale et les priorités pour parvenir à une amélioration.
- Demander des conseils et un appui aux réseaux parlementaires régionaux, nationaux et internationaux focalisés sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

#### Exemples de mesures politiques majeures visant à améliorer la nutrition :

- **Défendre et promouvoir l'allaitement exclusif** durant six mois et l'allaitement continu associé à des compléments alimentaires nutritifs [selon les recommandations de l'OMS](#). Cela comprend la mise en œuvre du [Code international de commercialisation des substituts du lait maternel](#), la garantie de congés de maternité et de paternité et l'accessibilité des services de garde incluant une nutrition appropriée pour les enfants.
- Garantir un **enrichissement des aliments** à grande échelle selon le contexte et les besoins nationaux, en particulier en matière d'iodation.
- **Intégrer pleinement la nutrition dans les systèmes de santé nationaux**, y compris dans les politiques et les plans de mise en œuvre d'une couverture santé universelle. Cela implique notamment de s'assurer que les services de nutrition tels que les services de conseils en matière d'allaitement et de régime alimentaire, le suivi de la croissance de l'enfant, la distribution de compléments en micronutriments et la gestion de la malnutrition sévère soient accessibles à tous (en particulier aux femmes enceintes et allaitantes ainsi qu'aux enfants et aux adolescents) et que les professionnels de la santé soient formés à prodiguer ces services et soutenus dans leur travail.
- **Prendre des mesures pour s'assurer que les systèmes alimentaires contribuent à une nutrition adéquate et à une durabilité environnementale** tout au long de la chaîne de valeur alimentaire. Il s'agit par exemple de mesures incitatives politiques au sein du secteur agricole privilégiant les cultures nutritives à l'échelle locale par rapport aux cultures de rente et aux céréales de base, la formulation de directives nutritionnelles nationales afin d'orienter les campagnes de sensibilisation publiques, la réglementation des aliments et l'approvisionnement alimentaire du secteur public (par ex. : repas scolaires) ainsi que la création de conditions favorables à la fourniture d'aliments plus nutritifs par l'industrie agroalimentaire.
- **Renforcer les programmes de protection sociale** pour s'assurer que les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées aient accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante ainsi qu'aux services essentiels, comprenant notamment un accès à l'eau potable.
- **Introduire une réforme législative sensibles à l'égalité hommes-femmes visant à améliorer la nutrition** et renforcer la promotion des lois élevant le statut économique et social des femmes, en plus d'assurer la protection et le suivi financier des politiques et programmes gouvernementaux visant à promouvoir l'égalité hommes-femmes.





### Pour plus d'informations, conseils ou assistance complémentaires :

Le Mouvement SUN réunit des partenaires qui apportent leur soutien aux réseaux parlementaires régionaux et nationaux focalisés sur la sécurité alimentaire et la nutrition. N'hésitez pas à contacter le Secrétariat du Mouvement SUN si vous souhaitez vous mettre en relation avec un tel réseau parlementaire, si vous avez des questions au sujet de ces lignes directrices ou bien si vous avez besoin d'une aide supplémentaire concernant les actions proposées dans la présente note.

### Contact :

Marie Durling, Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)

E-mail : [marie.durling@scalingupnutrition.org](mailto:marie.durling@scalingupnutrition.org)



### Le Mouvement SUN en quelques mots

Depuis 2010, [le Mouvement pour le renforcement de la nutrition \(SUN\)](http://www.scalingupnutrition.org) inspire un nouvel esprit de collaboration entre les secteurs et les parties prenantes en vue d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes. Sous la houlette des gouvernements, le Mouvement SUN rassemble, dans un effort collectif pour améliorer la nutrition, des acteurs issus de la société civile, des Nations Unies, de réseaux de donateurs, d'entreprises, du milieu universitaire et de parlements. Aujourd'hui, 61 pays et 4 États indiens font partie du Mouvement SUN.

En savoir plus : [www.scalingupnutrition.org/fr/](http://www.scalingupnutrition.org/fr/)